



COMPLÉMENT
DES
STATUTS REFONDUS
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC, 1909

TITRE PRÉLIMINAIRE

DES STATUTS

7 EDOUARD VII, CHAPITRE 6

Loi concernant les originaux de langue anglaise de
certains statuts

[*Sanctionnée le 14 mars, 1907*]

ATTENDU que le 22 février dernier, un incendie a détruit Préambule.
la version anglaise des projets de loi qui, à cette date,
n'étaient pas encore distribués, et qu'il importe de passer une
loi afin de régulariser la situation créée par cet incendie ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du
Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec,
décrète ce qui suit :

Impression de certains statuts et mention de leur sanction.

1. Il sera préparé, sans délai, sous le contrôle du greffier de la Législature, un exemplaire imprimé des statuts qui, par suite de l'incendie susmentionné, n'ont pu être sanctionnés dans la langue anglaise, et le lieutenant-gouverneur pourra inscrire sur chacun de ces statuts la mention qu'il a été sanctionné et y apposer sa signature.

Dépôt de ces statuts chez le greffier de la Législature.

Ces statuts seront déposés dans les archives du greffier de la Législature et seront gardés par ce dernier comme les originaux de langue anglaise des statuts, conformément aux dispositions de l'article 37 des Statuts refondus.

Original de langue anglaise.

2. L'exemplaire desdits statuts ainsi déposé sera considéré à toutes fins que de droit comme l'original de langue anglaise des statuts qu'il contiendra.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8 EDOUARD VII, CHAPITRE 7

Loi concernant les Statuts refondus

[Sanctionnée le 25 avril, 1908]

Préambule.

ATTENDU que la commission chargée de reviser et de refondre les statuts d'un caractère général et permanent de la province, a transmis au lieutenant-gouverneur des rapports contenant la refonte de ceux de ces statuts qu'elle tenait pour être encore en vigueur, et que ces rapports ont été soumis à la Législature aux fins d'être déclarés loi par acte législatif ;

Attendu que des statuts publics généraux ont été passés depuis que ces rapports ont été complétés et qu'il convient que ces statuts soient incorporés dans lesdits rapports ;

Attendu qu'il est à propos de statuer que ces rapports et les statuts qui y seront incorporés auront force de loi ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Le rôle original des Statuts refondus de la province de Québec, 1908.

1. Les rapports signés par les membres de la commission chargée de reviser et refondre les statuts d'un caractère général et permanent de la province, lesquels rapports sont déposés dans les archives du département du Secrétaire de la province et marqué "A", sont réputés être le rôle original des Statuts refondus de la province de Québec, 1908.

Toutefois, les notes marginales imprimées sur tel rôle, les Notes marginales, etc. renvois aux dispositions antérieures à la fin de chaque article et les notes explicatives, ne formeront pas partie de ces statuts, mais seront considérés y avoir été insérés seulement dans le but d'y référer, et pourront être omis ou corrigés.

Toute faute typographique ou toute erreur, soit de commission ou d'omission, ou toute contradiction ou ambiguïté dans ce rôle, pourront aussi être corrigées par le commissaire spécial ci-après mentionné, mais sans en changer l'effet légal ; et les changements qu'il est nécessaire de faire dans la rédaction de ces statuts, afin de conserver l'uniformité dans le mode d'expression, et qui n'en changeront pas l'effet légal, pourront être faits dans le rôle ci-dessous mentionné.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 7, s. 1.*

2. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer commissaire spécial, avec telle rémunération qu'il jugera raisonnable, une personne compétente pour incorporer, dans le rôle déposé dans les archives du secrétaire de la province et marqué " A ", les statuts publics généraux entrés en vigueur depuis que ce rôle a été complété, ainsi que ceux passés pendant la présente session, pour dresser les tableaux des statuts qui seront abrogés à dater du jour où les Statuts refondus auront force de loi, pour préparer et faire imprimer le rôle ci-dessous mentionné, et faire toutes autres choses nécessaires à la mise en vigueur desdits statuts.

2. Le procureur général pourra autoriser le commissaire spécial à employer les assistants et autres personnes nécessaires à l'accomplissement de ses devoirs, et pourra déterminer le montant de leur rémunération.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 7, s. 2.*

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra choisir celles des lois et parties de lois passées depuis que les rapports de la commission chargée de la revision et de la refonte des statuts ont été complétés, qu'il jugera à propos d'incorporer dans le rôle marqué " A ", et pourra les y faire incorporer par le commissaire spécial, en adaptant leur forme et leur rédaction à celles de ce rôle, mais sans en changer l'effet légal, en les insérant à la place qui leur convient dans ce rôle et en retrauchant de ce dernier toutes les dispositions abrogées par celles qui seront ainsi incorporées ou qui leur seront incompatibles, et en modifiant le numérotage ou l'ordre des titres, chapitres, sections, paragraphes et articles, si c'est nécessaire.

4. Aussitôt que l'incorporation de ces lois et parties de lois, le tableau des lois ou parties de lois qui devront être

en français du rôle amendé et corrigé. abrogées à compter de la mise en vigueur des Statuts refondus et les index, seront terminés par le commissaire spécial, il fera imprimer, en français et en anglais, le rôle, tel qu'amendé et corrigé, avec le tableau des statuts abrogés et les index, et le transmettra au lieutenant-gouverneur, qui pourra en faire déposer un exemplaire français et un exemplaire anglais, attestés par sa signature et contresignés par le secrétaire de la province, au bureau du greffier de la Législature, lequel rôle sera l'original des Statuts refondus, et sera censé renfermer les différentes lois et parties de lois indiquées comme abrogées dans le tableau y annexé ; mais les notes marginales imprimées sur ce rôle, et les renvois aux dispositions antérieures à la fin de chaque article, ne formeront pas partie de tels statuts, mais seront considérés n'y avoir été insérés que pour plus de commodité.

Dépôt de ce rôle chez le greffier de la Législature.

Proviso.

Proclamation décrétant l'entrée en vigueur des Statuts refondus, 1908.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil, après que le rôle en dernier lieu mentionné aura été déposé, pourra, par proclamation, fixer la date à compter de laquelle il deviendra en vigueur, et aura force de loi, sous la désignation de " Statuts refondus de la province de Québec, 1908 ", ou " Statuts refondus, 1908 ".

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 7, s. 1.*

Effet de cette proclamation.

6. 1. A compter de cette date, ce rôle deviendra en vigueur en conséquence et aura force de loi sous la désignation de " Statuts refondus de la province de Québec, 1908 ", ou " Statuts refondus, 1908 ".

Mesure de l'abrogation.

2. A compter de la même date, toutes les dispositions contenues dans les différentes lois et parties de lois mentionnées comme abrogées, dans un tableau annexé, seront, en tant qu'elles tombent sous le contrôle de la Législature de cette province, abrogées dans la mesure qui y sera indiquée.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 7, s. 1.*

Effet de l'abrogation.

7. L'abrogation desdites lois ou parties de lois n'a pas l'effet :

1. De faire revivre aucune loi, ou aucune disposition de loi qu'elle révoque ;

2. D'entraver l'effet d'aucune réserve formulée auxdites lois et parties de lois, ni n'empêche qu'aucune desdites lois et parties de lois ou qu'aucune loi ou aucune disposition de loi ci-devant en vigueur ne s'appliquent à quelque transaction, affaire ou chose antérieure à ladite abrogation, auxquelles elles s'appliqueraient autrement.

8. 1. L'abrogation de ces lois et parties de lois n'invali- Matières non
invalidées.
dera pas :

a. Les amendes, confiscations ou responsabilités encourues avant l'époque de cette abrogation, ni les procédures adoptées, intentées, terminées ou pendantes dans le but d'en obtenir la mise à exécution, à l'époque de telle abrogation ;

b. Les actions, poursuites, jugements, décrets, certificats, exécutions, mandats, ordres, règles ou autres procédures, matières ou choses s'y rattachant, commencés, intentés, faits inscrits, accordés, pendants, existants ou en vigueur à l'époque de telle abrogation ;

c. Les actes, contrats, droits, titres, intérêts, octrois, garanties, successions, testaments, enregistrements, statuts, règles, arrêtés en conseil, proclamations, règlements, résolutions, contrats, privilèges, charges, états civils, habilités, immunités, matières ou choses, faits, accomplis, acquis, établis ou existants à l'époque de telle abrogation ;

d. Les emplois, nominations, commissions, salaires, allocations, cautionnements ou devoirs, ou autres matières ou choses en dépendant, à l'époque de cette abrogation ;

e. Les mariages, certificats ou enregistrements de mariage, légalement faits, obtenus, octroyés ou existants avant ou à l'époque de telle abrogation ;

2. L'abrogation de ces lois et parties de lois n'aura pas non plus l'effet d'annuler, troubler, invalider ou affecter d'une manière préjudiciable, d'autres matières ou choses, commencées, faites, complétées, existantes ou pendantes à l'époque de telle abrogation ;

3. MAIS,

a. Ces amendes, confiscations et responsabilités ;

b. Ces actions, poursuites, jugements, décrets, certificats, exécutions, mandats, ordres, règles, procédures, matières et choses ;

c. Ces actes, contrats, droits, titres, intérêts, garanties, successions, testaments, enregistrements, statuts, règles, arrêtés en conseil, proclamations, règlements, résolutions, contrats, privilèges, charges, états civils, habilités, immunités, matières, et choses ;

d. Ces emplois, nominations, commissions, salaires, allocations, cautionnements ou devoirs et matières et choses ;

e. Ces mariages, certificats ou enregistrements de mariage, et autres matières et choses, —

Pourront continuer et continueront, tout comme si cette abrogation n'eût pas eu lieu, et, en tant qu'il sera nécessaire, pourront être et seront continués, poursuivis, mis à exécution et terminés sous l'autorité de ces Statuts refondus et des autres statuts et lois en vigueur en cette province, et sujets aux dispositions de ces différents statuts et lois, tout comme si cette abrogation n'eût pas eu lieu.

Les Statuts
refondus ne
doivent pas
être considé-
rés comme
lois nou-
velles.

Leur inter-
prétation,
s'ils diffèrent
des disposi-
tions abro-
gées.

9. 1. Ces Statuts refondus ne seront pas censés faire office de lois nouvelles, mais ils seront interprétés et auront force de loi à titre de refonte et comme déclaratoire de la loi telle qu'elle se trouve dans les lois et parties de loi ainsi abrogées et que ces Statuts refondus remplacent.

2. Cependant, lorsque sur quelque point, les dispositions de ces Statuts refondus ne sont pas les mêmes que celles des lois ou parties lois abrogées et auxquelles elles sont substituées, alors, en ce qui regarde les transactions, matières et choses subséquentes à l'époque de leur mise en vigueur, les dispositions y contenues prévaudront ; mais quant aux transactions, matières et choses antérieures à cette époque, ce sont les dispositions des lois ou parties de lois abrogées qui devront prévaloir.

Renvoi aux
lois abrogées
dans les lois
antérieures,
etc.

10. Tout renvoi dans quelque loi antérieure restée en vigueur, ou dans quelque proclamation, arrêté en conseil, instrument ou document, à quelque loi ou disposition ainsi abrogée, devra, après l'entrée en vigueur des Statuts refondus, à l'égard de toutes transactions, matières ou choses subséquentes, être réputé un renvoi aux dispositions des Statuts refondus ayant le même effet que la loi ou la disposition abrogée.

Effet de l'in-
sertion d'une
loi dans le
tableau des
lois abrogées.

11. L'insertion de toute loi dans le tableau des lois abrogées, ne sera pas interprétée comme une déclaration que cette loi ou quelque partie d'icelle était ou n'était pas en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur de ces Statuts refondus.

Exemplaires
des statuts
imprimés par
l'imprimeur
du roi.

12. Des exemplaires de ces Statuts refondus paraissant être imprimés par l'imprimeur du roi, seront reçus comme preuve de ces Statuts refondus et de leur contenu.

Différence
d'une version
avec l'autre.

13. Si les versions française et anglaise des Statuts refondus ne sont pas d'accord sur un point quelconque, la version qui sera la plus compatible avec les lois refondues dans ces statuts prévaudra.

Distribution
des exem-
plaires des
Statuts re-
fondus.

14. Les lois relatives à la distribution des exemplaires imprimés des statuts ne s'appliqueront pas à ces Statuts refondus, mais ceux-ci seront distribués en tel nombre et à telles personnes que le lieutenant-gouverneur en conseil prescrira.

Impression
et interpré-
tation.

15. La présente loi sera imprimée avec les Statuts refondus et sera sujette aux mêmes règles d'interprétation que ces statuts.

16. Les Statuts refondus ne comporteront qu'une seule série d'articles, et pourront être cités par l'article, en ajoutant les mots : " des Statuts refondus de la province de Québec, 1908," ou simplement " des Statuts refondus, 1908 ". Citation des Statuts refondus.

NOTE.—*Cette section a été amendée par la loi 9 Ed. VII, c. 7, s. 1.*

17. La rémunération du commissaire spécial et des personnes qu'il emploiera, et les dépenses qu'il pourra encourir pour impression, papeterie et autres choses nécessaires à l'entier accomplissement de ses devoirs en vertu de la présente loi, seront payées par mandats du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu. Rémunération du commissaire, etc.

18. Il sera en outre loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire préparer et imprimer en un seul volume, sous la direction dudit commissaire spécial un complément des Statuts refondus, comprenant les lois et parties de lois d'une nature publique et générale, qui sont de la compétence de la Législature et qu'il n'a pas été jugé à propos d'insérer dans lesdits Statuts refondus, parce qu'elles n'étaient pas permanentes ou n'affectaient que des cas devenus particuliers. Impression du complément des Statuts refondus.

Les dispositions de la section 2 et de la section 17 de la présente loi s'appliqueront à la préparation et à l'impression de ce complément. Dispositions applicables.

19. La loi 4 Edouard VII, chapitre 3, est abrogée.

4 Ed. VII, c. 3, abrogée.

20. La présente loi entrera en vigueur le 1er mai 1908.

Entrée en vigueur.

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 7

Loi amendant la loi 8 Edouard VII, chapitre 7

[Sanctionnée le 29 mai, 1909]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La loi 8 Edouard VII, chapitre 7, est amendée en en 8 Ed. VII, remplaçant les chiffres : " 1908 ", partout où ils s'y trouvent, par les chiffres : " 1909 ". c. 7, am.

Id., s. 2,
am.

2. La section 2 de ladite loi est amendée en en remplaçant les mots : "entrés en vigueur depuis que ce rôle a été complété, ainsi que ceux passés pendant la présente session", dans les cinquième, sixième et septième lignes, par les mots : "entrés en vigueur depuis que ledit rôle ou partie dudit rôle a été complété, ainsi que ceux passés pendant les sessions de 1908 et 1909."

Impression
de la loi dans
les S. R.

3. La présente loi sera imprimée avec les Statuts refondus de Québec, 1909.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.
